



*Votre partenaire Prévention*

177 boulevard de l'Yser - 76000 ROUEN  
& 06 84 77 05 69 - [guillaume.nida@pfc-prevention.fr](mailto:guillaume.nida@pfc-prevention.fr)

C929

# PLAN GENERAL DE COORDINATION

**MISSION DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE  
PROTECTION DE LA SANTE CONCERNANT L'OPERATION**

**AMENAGEMENTS INTERIEURS DES LOCAUX  
DE L'AGENCE POLE EMPLOI DE BARENTIN**

**POLE EMPLOI**

**CLASSEMENT DE L'OPERATION** Catégorie 2

**NATURE DES TRAVAUX** Aménagement intérieurs de locaux

**ADRESSE DU CHANTIER** Agence Pôle Emploi de Barentin  
Boulevard de Normandie - 76360 BARENTIN

**MAITRE D'OUVRAGE** POLE EMPLOI  
Direction Régionale Normandie - Service Immobilier  
Immeuble Le Floral - CS 92053  
90, avenue de Caen - 76040 ROUEN CEDEX 1

**MAITRE D'ŒUVRE** ADFACTO  
11a, Avenue de l'Industrie - 76190 SAINTE MARIE DES CHAMPS

**COORDONNATEUR SPS** PFC - Prévention Formation et Coordination  
177, boulevard de l'Yser - 76000 ROUEN

VERSION	DATE	OBSERVATIONS
01	25 mars 2020	Consultation des entreprises

## AVANT PROPOS

---

La présente opération est classée en 2<sup>ème</sup> catégorie selon les critères définis à l'article R 4532-1 du Code du Travail issu du décret N° 26.1159 du 26 Décembre 1994, relatif à la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

De plus le maître d'ouvrage souhaite favoriser toutes les actions qu'il est possible d'entreprendre pour améliorer la sécurité du travail lors de cette opération.

Le présent Plan Général de Coordination (P.G.C.) en matière de Sécurité et de Protection de la Santé regroupe les dispositions relatives à l'organisation du chantier.

Il sera complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux ou phases de travail. Ces modifications seront portées à la connaissance des entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé intégrera notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé - P.P.S.P.S. des entreprises.

**« L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil. »**

(Art. L 4532-6 du Code du Travail)

## SOMMAIRE

---

Page 02	AVANT PROPOS
Page 04	DESCRIPTIF SOMMAIRE DES TRAVAUX
Page 04	CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT
Page 04	COORDONNEES DES SERVICES EXTERIEURS
Page 05	ANNUAIRE DE L'OPERATION
Page 05	ORGANISMES OFFICIELS DE PREVENTION
Page 06	ACCES AU CHANTIER
Page 06	ACCUEIL DES SALARIES SUR LE CHANTIER
Page 07	INSTALLATION DE CHANTIER
Page 09	MESURES EN CAS DE CARENCE DE L'ENTREPRISE
Page 09	SOUS-TRAITANCE
Page 10	MESURES GENERALES DE COORDINATION
Page 11	ELECTRICITE
Page 12	LES PROTECTIONS INDIVIDUELLES
Page 12	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE
Page 13	PROTECTION CONTRE LE BRUIT
Page 13	ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS
Page 14	ANNEXES

## DESCRIPTIF SOMMAIRE DES TRAVAUX

---

La présente opération a pour objet l'aménagement intérieur des locaux neufs de l'agence de Barentin située boulevard de Normandie à Barentin pour le compte de POLE EMPLOI.

Les travaux comprennent quatre lots répartis de la manière suivante :

Lot 01	Menuiseries intérieures - Cloisons - Faux plafonds
Lot 02	Revêtements de sols et muraux
Lot 03	Peintures
Lot 04	Electricité

## CONSIGNES EN CAS D'ACCIDENT

---

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une boîte de premiers secours (indiquée dans le PPSPS).

Le déclenchement des secours se fera à partir d'un téléphone portable après s'être assuré de la qualité de réception du réseau et du bon état des batteries.

Numéro d'appel d'urgence : Voir la fiche " Appel des secours " destinée aux personnels des entreprises et annexée au présent PGC.

## COORDONNEES DES SERVICES EXTERIEURS

---

Service	Adresse	N° de téléphone
Pompiers		18
Gendarmerie		17
SAMU		15
EDF	Sécurité Dépannage	0 810 333 076
GDF	Sécurité Dépannage	0 810 433 076
SOS Médecin Barentin	1, place de la Libération - 76360 BARENTIN	03 63 11 02 62
Pharmacie	Centre commercial Mesnil Roux	02 35 91 15 05
CHU de Rouen	1 rue Germont - 76031 ROUEN CEDEX	02 32 88 81 81

## ANNUAIRE DE L'OPERATION

Maître d'ouvrage	Adresse	Représentants	Téléphone
POLE EMPLOI	Direction régionale Normandie 90, avenue de Caen - 76040 ROUEN <a href="mailto:jean.lallet@pole-emploi.fr">jean.lallet@pole-emploi.fr</a> <a href="mailto:richard.vandevyvere@pole-emploi.fr">richard.vandevyvere@pole-emploi.fr</a>	M. LALLET M. VAN DE VYVERE	02 32 12 98 26 06 27 57 44 84 06 19 73 53 52

Maître d'ouvre	Adresse	Représentant	Téléphone
ADFACTO	11a, av. de l'Industrie 76190 SAINTE MARIE DES CHAMPS <a href="mailto:adfcto@adfcto.fr">adfcto@adfcto.fr</a>	Mme L'HONOREY	02 35 96 17 17 07 67 71 50 07

Contrôle Technique	Adresse	Représentant	Téléphone
SOCOTEC	ZA de la Ronce - Rue F. Jacob 76230 ISNEAUVILLE <a href="mailto:construction.rouen@socotec.com">construction.rouen@socotec.com</a>	M. RICHARD	02 32 19 61 00

Coordonnateur SPS	Adresse	Représentant	Téléphone
PFC	177, boulevard de l'Yser 76000 ROUEN <a href="mailto:guillaume.nida@pfc-prevention.fr">guillaume.nida@pfc-prevention.fr</a>	M. NIDA	06 84 77 05 69

## ORGANISMES OFFICIELS DE PREVENTION

Inspection du travail	Adresse	Représentant	Téléphone
DIRECCTE HN Unité Territoriale de Seine Maritime	2, rue Saint Sever 76002 ROUEN CEDEX	Section 76-1-1	02 32 18 98 75

CARSAT Normandie	Adresse	Représentant	Téléphone
Service Prévention HN 10	Avenue du Grand Cours - 2022 X 76028 ROUEN CEDEX	M. PERISSE	02 35 03 49 92

O.P.P.B.T.P.	Adresse	Représentant	Téléphone
Agence de Caen	Rue Martin Luther King Immeuble La Marseillaise 14280 SAINT-CONTEST	M. MARIENNE	02 31 44 23 61

## ACCES AU CHANTIER

### Agence Pôle Emploi de Barentin - Bd de Normandie - 76360 BARENTIN



#### Future entrée de l'agence

Les travaux ont lieu dans une zone commerciale de plus à proximité d'un collège, la circulation de véhicules de transport et de véhicules légers est importante le matin au démarrage des cours, le midi et dans l'après-midi à la fin des cours.

L'emprise du chantier ne doit pas empêcher la circulation des pompiers, des véhicules du SAMU, des livraisons et des piétons.

Les véhicules des entreprises et les véhicules personnels stationneront sur le parking de la nouvelle agence.

Les entrées et sorties de véhicules des entreprises se feront en respectant les limitations de vitesse, la priorité aux piétons et le code de la route.

## ACCUEIL DES SALARIES SUR LE CHANTIER

Les personnels des entreprises, y compris les salariés intérimaires, devront recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en matière de sécurité.

Cette formation (qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises) devra porter sur :

- a) les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- b) la sécurité pendant l'exécution du travail,
- c) les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.

Chaque entreprise titulaire devra tenir à jour sur le chantier une liste de tous les personnels, par entreprise cotraitante ou sous-traitante et s'assurera que son personnel, et celui de son (ses) éventuelle(s) entreprise(s) sous-traitante(s) est en règle :

- au point de vue des cartes de séjour, de travail et d'identification professionnelle de la Caisse Congés Intempéries du BTP (communément appelée Carte BTP)
- pour son immatriculation à la Sécurité Sociale.

### **Intérimaires**

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire devront s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne la formation à la sécurité, la fourniture des équipements individuels de protection et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## **INSTALLATION DE CHANTIER**

---

L'entreprise titulaire du lot 01 Menuiseries intérieures - Cloisons - Faux plafonds est chargée de l'organisation, de la fourniture et de l'entretien des équipements et des consommations, ainsi que des prestations d'intérêt commun.

### **Clôtures de chantier**

La zone de travail se situe à l'intérieur de l'agence, l'installation de clôtures de chantier est sans objet. Par contre l'agence possède ses propres clôtures et un portail à l'entrée de son parking.

L'entreprise titulaire du lot 01 Menuiseries intérieures - Cloisons - Faux plafonds sera chargée de la gestion des ouvertures et des fermetures du portail à l'entrée du parking.

Le maître d'ouvrage transmettra à l'entreprise contre récépissé les codes ou les badges nécessaires à l'ouverture du portail.

### **Bureau de chantier - Salle de réunion**

L'entreprise titulaire du lot 01 Menuiseries intérieures - Cloisons - Faux plafonds aménagera dans l'emprise du chantier un endroit permettant la réalisation de réunion pour une dizaine de personnes.

### **Protections individuelles pour les visiteurs**

L'entreprise titulaire du lot 01 Menuiseries intérieures - Cloisons - Faux plafonds mettra à disposition quatre casques pour les visiteurs autorisés.

### **Salle de réunion**

Le maître d'ouvrage met à disposition des entreprises une salle destinée exclusivement à la tenue des réunions de chantier. L'entreprise titulaire du lot 01 Menuiseries intérieures - Cloisons - faux plafonds sera chargée de l'équipement en tables et chaises de cette salle pour une douzaine de personnes.

### **Alimentations provisoires**

L'entreprise titulaire du lot 01 Menuiseries intérieures - Cloisons - faux plafonds est chargée de la mise en place des réseaux provisoires nécessaires à la réalisation des travaux et au fonctionnement des bungalows de la base vie.

Electricité et eau : Raccordements depuis les installations existantes aux endroits indiqués par le maître d'ouvrage.

### Cantonnements

L'entreprise titulaire du lot 01 Menuiseries intérieures - Cloisons - faux plafonds assurera la fourniture, l'entretien et le nettoyage régulier des bungalows de la base durant toute la durée du chantier et les déplacements éventuels.

Ces cantonnements pourront être de type autonome mais devront être dimensionnés à l'effectif du chantier, ils comprendront au minimum :

Installations d'accueil dans les chantiers		Observations	Références Réglementaires
<b>LOCAL</b>	Local avec armoires-vestiaires. Si chantier exigu possibilité patères.	Aéré, éclairé, chauffé en saison froide. Possibilité d'utiliser des véhicules spécialement aménagés.	Décret du 08/01/65 Art. 187 et 188
<b>REPAS ET MATERIEL DE REFECTOIRE</b>	Local réfectoire.	Aéré, éclairé, chauffé en saison froide. Tables et sièges en nombre suffisant. Nettoyage local et équipements après chaque repas	Décret du 08/01/65 Art. 190
	Appareils de réchauffage ou de cuisson		Code du Travail R 4228-22
	Garde-manger		
	Réfrigérateur	Facultatif	
<b>EAU</b>	Eau pour la boisson	Eau potable, fraîche : 3 litres au moins par jour et par travailleur	Décret du 08/01/65 Art. 191
	Eau pour la toilette	En quantité suffisante. Potable	Décret du 08/01/65 Art. 189
<b>INSTALLATIONS SANITAIRES</b>	Lavabos ou rampes pour la toilette. Moyens de nettoyage, séchage, essuyage	Eau courante potable. Si impossible eau courante, brancher sur réservoir. 1 orifice pour 10 travailleurs	Décret du 08/01/65 Art. 189
	Douches	Les douches (1 pour 8) sont obligatoires pour tous les chantiers où s'effectuent des travaux insalubres et salissants	Code du Travail R 4228-8
<b>CABINETS D'AIANCES URINOIRS</b>	Cabinets d'aisances et urinoirs	Un cabinet et un urinoir pour 20 salariés homme Deux cabinets pour 20 salariées femme Cabinets avec un poste d'eau. Chauffés et aérés Papier hygiénique	Décret du 08/01/65 Art. 189 Code du Travail R 4228-10 à R4228-15



## MESURES EN CAS DE CARENCE DE L'ENTREPRISE

---

En cas d'inobservation par l'entrepreneur des prescriptions ci-dessus et sans préjudice des pouvoirs des autorités compétentes, le coordonnateur SPS signalera les carences à l'entrepreneur sous forme d'un compte rendu de visite ou d'inspection sécurité qui devra alors :

1. remédier immédiatement à la carence.
2. renvoyer au coordonnateur SPS une note précisant les mesures prises. Cette note sera incluse dans le registre journal de coordination.

Si les mesures ne sont pas prises dans les délais impartis alors le maître d'ouvrage peut prendre, aux frais de l'entrepreneur défaillant, les mesures nécessaires.

En cas d'urgence ou de danger, les mesures visant à faire cesser la carence seront prises sans compte rendu préalable sinon les travaux dangereux seront immédiatement suspendus. Leur reprise ne pourra se faire qu'après avis favorable du Coordonnateur SPS.

L'intervention des autorités compétentes, du coordonnateur SPS ne dégage pas la responsabilité de l'entrepreneur.

## SOUS-TRAITANCE

---

L'attention des entreprises qui ont l'intention de sous-traiter est attirée sur le fait que certaines prestations de service sont en réalité des prêts de main-d'œuvre donnant lieu à rétribution et sont en infraction aux dispositions concernant le travail temporaire et délit de marchandage (art. L8231-1 du Code du Travail).

Dans le cas où un entrepreneur sous-traite tout ou partie de l'exécution du contrat qu'il a conclu avec le Maître d'ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PGC ainsi que, si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la Sécurité des travailleurs.

Le sous-traitant dispose d'un délai de 30 jours (8 jours pour les corps d'état secondaires) à compter de la réception du contrat signé par l'Entrepreneur pour établir son P.P.S.P.S.

Au cas où l'Entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre sur leur demande, les P.P.S.P.S. établis par les autres sous-traitants.

A quelque niveau que ce soit, le titulaire devra demander l'agrément de l'ensemble de ses sous-traitants au Maître d'ouvrage.

Les clauses précédentes sont entièrement applicables à tout sous-traitant et prestataire de service travaillant pour le compte d'une l'entreprise adjudicataire. Toute dérogation serait une clause d'exclusion immédiate du chantier du sous-traitant ou prestataire concerné sans que l'entreprise adjudicataire puisse prétendre à une quelconque indemnité et sans préjudice de l'application des autres clauses des présents documents.

## MESURES GENERALES DE COORDINATION

---

### **Horaires de travail**

La plage horaire de travail est de 8h00 à 18h00. Les travaux auront lieu pendant les jours ouvrés, les éventuels travaux devant avoir lieu le samedi ou en dehors de cette plage horaire définie ci-dessus seront soumis à l'autorisation du maître d'ouvrage. Les travaux le dimanche seront interdits.

### **Gestion des déchets**

Il est rappelé que selon la loi du 13 Juillet 1992 (renforcée par les clauses contractuelles du schéma régional et des plans départementaux de gestion des déchets du BTP de juillet 2002) qui régit l'élimination des déchets.

Des bennes pour le tri sélectif des gravats et des déchets seront mises à disposition sur le chantier par l'entreprise titulaire du lot 01 Menuiseries intérieures - Cloisons - Faux plafonds. Ces bennes seront régulièrement vidées afin d'éviter tout débordement.

Par conséquent chaque Entreprise :

- Doit évacuer ses déchets et ses gravats de façon quotidienne vers les bennes de tri sélectif mises en place par l'entreprise titulaire du lot 01 Menuiseries intérieures - Cloisons - Faux plafonds ou bien évacuer elle-même ses propres déchets vers un centre de stockage ou de valorisation approprié.  
L'entreprise titulaire du lot 03 Peintures n'est pas concernée par cette disposition et doit évacuer elle-même ses propres déchets " Peintures " par contre elle pourra utiliser les bennes du chantier pour les nettoyages fins avant OPR et avant Réception
- Doit laisser le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution de ses travaux.
- A la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura détériorées.

Le brûlage à l'air libre ou l'enfouissement sont interdits.

En cas de non-respect de ces exigences, le maître d'œuvre se réserve la possibilité, après simple demande en rendez-vous de chantier non suivie d'effet, de faire intervenir une entreprise de nettoyage extérieure, aux frais des entreprises défaillantes.

### **Travail isolé**

Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.

### **Identification des salariés**

Les salariés des entreprises titulaires et sous-traitantes intervenants dans les logements devront obligatoirement être identifiables à leur entreprise (port de vêtements de travail au nom de l'entreprise). Tous les salariés seront en possession de la carte d'identification professionnelle délivrée par la Caisse Congés Intempéries BTP.

### **Travaux en hauteur**

Les travaux à l'échelle et à l'escabeau sont proscrits. L'escabeau sera uniquement toléré dans les endroits exigus comme les sanitaires et les pièces d'eau.

Pour les travaux en hauteur, les entreprises utiliseront des moyens stables tels que : des plates-formes équipées de garde-corps, des plateformes individuelles légères roulantes (PIRL), des " Gazelles ", des échafaudages roulants.

### **Risque incendie**

Les travaux ne sont pas soumis à permis de feu dans cependant les entreprises concernées par les travaux par point chaud seront soumises au respect des règles de base de lutte contre l'incendie.

Liste non exhaustive de mesures de prévention :

- identifier les éléments traversant susceptibles de conduire la chaleur
- éloigner de la zone de travail les produits et matières inflammables
- Approvisionner un extincteur adapté au poste de travail
- Surveiller jusqu'à deux après la fin des travaux

### **Eventuels carottages**

Carottage : Balisage de la zone de travail, interdiction de passage au niveau inférieur et surveillance d'un opérateur pendant toute la durée du carottage de la dalle.

Les carottages sur le dallage seront protégés contre les chutes de plain-pied

Pendant la réalisation des carottages prévoir la mise place d'équipements pour limiter la propagation des poussières et le port d'EPI adaptés par les opérateurs.

### **Peinture - Revêtements de sols et muraux**

Prévention contre les risques d'incendie et d'intoxication lors de la mise en œuvre et le stockage des produits utilisés.

- zones de travaux matériellement interdites
- protections individuelles si nécessaire.

L'entreprise titulaire du lot 03 Peintures aura à sa charge la gestion et l'évacuation de ses propres déchets vers un centre d'élimination et de valorisation conformément à la réglementation.

Les entreprises titulaires des lots 02 Revêtements de sol et muraux et 03 Peintures fourniront avec leur PPSPS les fiches techniques et les fiches de données de sécurité des produits utilisés.

## **ELECTRICITE**

---

### **Branchement électrique de chantier**

L'entreprise titulaire du lot 01 Menuiseries intérieures - Cloisons - Faux plafonds assurera la fourniture et la mise en place d'une armoire équipée de toutes les protections nécessaires et réglementaires ainsi que de son câble d'alimentation électrique. Ces équipements seront raccordés avec la permission du maître d'ouvrage au réseau électrique de l'établissement. Selon la demande du maître d'ouvrage un compteur décomptant pourra être installé.

### **Installation électrique**

L'installation électrique provisoire sera dimensionnée selon les besoins des entreprises. A minima une armoire provisoire par niveau et des coffrets prises en nombre suffisant pour ne pas avoir recours à des prolongateurs de plus de 25,00 m.

L'installation, l'entretien et la maintenance seront effectuées par l'entreprise titulaire du lot 01 Menuiseries intérieures - Cloisons - Faux plafonds qui mettra à disposition un technicien habilité à la norme NF C18 510.

### **Matériel électrique**

Tout le matériel électrique utilisé par les entreprises devra être conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers.

Prolongateurs .....	Type H 07 RNF
Enrouleurs .....	Catégorie B NFC 61.720
Prises .....	Protection IP 447 incassable
Baladeuse .....	NF C 71.008
Phare halogène .....	Norme NF avec grille de protection

## **LES PROTECTIONS INDIVIDUELLES**

---

Les protections individuelles peuvent être envisagées lorsque les protections collectives ne peuvent matériellement être mises en place.

En ce qui concerne les intérimaires, il est d'usage que leurs équipements soient fournis par la Société d'intérim. En tout état de cause, c'est l'entreprise utilisatrice qui est responsable du respect de la réglementation.

Les entreprises mettront à la disposition de leur personnel les équipements et les protections individuelles adaptées aux types de tâches à exécuter ou à la situation de l'intervention.

Le port du baudrier et des chaussures ou bottes de sécurité est obligatoire pour tout le personnel quelle que soit l'entreprise et l'activité du salarié.

## **PROTECTION CONTRE L'INCENDIE**

---

Les entreprises qui utiliseront des produits inflammables devront le mentionner dans leur Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au P.P.S.P.S.).

Le stockage de ces produits sur le chantier est soumis à l'accord du maître d'ouvrage et du coordonnateur SPS.

Les entreprises qui effectueront des travaux par points chauds ou utilisant des sources de chaleur pour certains travaux (meulage, découpe, soudure revêtements de sols souples...) devront :

- approvisionner, à proximité immédiate des postes de travail, des extincteurs portatifs appropriés aux risques rencontrés.

Les feux à usage de chauffage, de cuisson, de destruction ou tout autre usage sont strictement interdits sur le chantier et dans toutes les emprises mises à la disposition des entreprises.

## PROTECTION CONTRE LE BRUIT

---

« L'employeur est tenu de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible compte tenu de l'état des techniques ».

En conséquence, les entreprises devront retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, il faudra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :

- réduction du bruit à la source
- encoffrement de la source (exemple : ventilateurs, ...)
- suspension anti-vibratile
- éloignement des machines
- protection individuelle

Echelle du risque (décret du 21 Avril 1988)

dB(A)	CLASSE DU RISQUE POUR L'OUÏE
> 90	I - Danger avéré de lésions irréversibles (port de protections obligatoire)
85 < L < 90	II - Danger présumé de lésions irréversibles (mise à disposition de protections obligatoires)
< 85	III - Compatible avec la préservation de l'ouïe

Les entreprises doivent choisir leur matériel en prenant en compte les équipements moins bruyants.

## ENTREPRENEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

---

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis :

- aux mesures générales de protection et de solidarité
- aux modalités de l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité liés aux choix des procédés, des équipements de travail, des substances dans l'aménagement des lieux de travail, dans la définition des postes de travail
- aux actions des Organismes Professionnels d'Hygiène et de sécurité et des conditions de travail
- aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses
- à la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme
- à mettre en œuvre, vis-à-vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention

Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

## ANNEXES

---

Contenu des Plans Particuliers de Sécurité et Protection de la Santé (PPSPS)

Fiche d'appel des secours

## TRAME DE PPSPS

Coordonnées du Maître d'Ouvrage

Coordonnées de l'opération

# PLAN PARTICULIER DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

## 1ERE PARTIE : RENSEIGNEMENTS GENERAUX

### *L'entreprise*

- 1 Nom – adresse – téléphone et adresse mail

### *Les travaux réalisés*

- 1 Désignation du chantier
- 1 Nature du lot confié à l'entreprise et description sommaire des travaux de l'entreprise

### *Le personnel*

- 1 Nom et qualité de la personne chargée de diriger l'exécution des travaux
- 1 Dates d'interventions
- 1 Evolution prévisible de l'effectif

## 2EME PARTIE : SECOURS ET HYGIENE

### *Secours*

- 1 Consignes à observer pour assurer les premiers secours aux victimes d'accidents et aux malades.
- 1 Noms et localisation des travailleurs qui ont reçu l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours (si vous n'avez pas de secouriste pour cette opération, précisez-le).
- 1 Type et contenu du matériel de premiers secours existant sur le chantier.
- 1 Mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, l'évacuation dans un établissement hospitalier de toute victime qui le nécessite.

### *Hygiène*

- 1 Mesures prises pour assurer l'hygiène des conditions de travail et celle des locaux destinés au personnel. Pour chacune des installations le Plan Particulier précisera leur emplacement sur le chantier et leur date de mise en service prévisible.

### 3EME PARTIE : MESURES DE PREVENTION

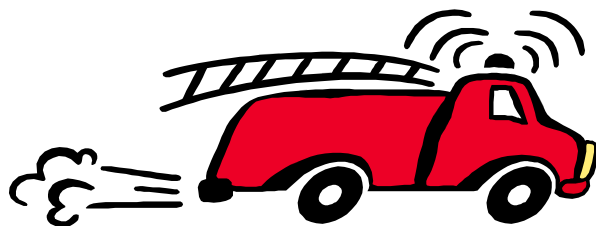
- 1 Analyse de manière détaillée des procédés ou modes opératoires retenus.
  
- 1 Définition des risques prévisibles liés :
  - aux modes opératoires,
  - aux matériels, dispositifs et installations,
  - à l'utilisation de substances ou préparations,
  - aux déplacements du personnel,
  - à l'organisation du chantier.
  
- 1 Indication des mesures de protection collective ou à défaut, individuelle, adoptées pour parer à ces risques.
  
- 1 Présentation des conditions du contrôle de l'application des mesures.

*Il s'agit de préciser la personne chargée de ces contrôles, la fréquence de ses interventions sur le terrain, les points concrets à vérifier, la procédure à mettre en œuvre lorsqu'il est constaté un écart entre le « prescrit » du PPSPS et la réalité du chantier.*
  
- 1 Prévision de l'entretien des moyens matériels.
  
- 1 Précision des mesures prises pour assurer la continuité des protections collectives.

### 4EME PARTIE : AVIS

- 1 Avis :
  - du médecin du travail
  - du CHSCT ou à défaut du délégué du personnel.
  
- 1 Date, signature et coordonnées de la personne qui a élaboré le PPSPS.





## DECLENCHEMENT DES SECOURS EN CAS D'ACCIDENT

### Appelez les Pompiers



112



18

*et dites :*

- ICI CHANTIER : AMENAGEMENT AGENCE POLE EMPLOI BARENTIN**  
Boulevard de Normandie  
76360 BARENTIN
- PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT**  
par exemple : Chute, asphyxie...  
**LA POSITION DU BLESSE : Il est sur le sol, il est sur l'échafaudage...**  
**ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT**
- SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**  
Par exemple : trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.
- FIXER UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**  
Envoyer quelqu'un sur le domaine public Bd de Normandie à l'entrée de l'établissement pour guider les secours vers la victime.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER.**



### A PREVENIR IMMEDIATEMENT

INSPECTION DE TRAVAIL	02 32 18 98 75	OPPBTP	02 31 44 23 61
CARSAT Normandie	02 35 03 49 92	L'ENTREPRISE	
LE COORDONNATEUR SECURITE - PFC	06 84 77 05 69	LE MAITRE D'OEUVRE ADFACTO	02 35 96 17 17

### NUMEROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POMPIERS	18	CHU DE ROUEN	02 32 88 81 81
URGENCES MEDICALES	15	SOS MEDECIN BARENTIN	03 63 11 02 62
GENDARMERIE	17	PHARMACIE LOCALE	02 35 91 15 05